

Notice pdf - Saint-brevin

Titre(s) : Saint-brevin [[periodique]] / Silouane Bourel

Ensemble : Revue dessinée (La) 51

Auteur(s) : Bourel, Silouane

Editeur, producteur : 01/03/26

Description matérielle : pp.164-173

ISSN : 2269-2606

Note sur la description matérielle : 9

Résumé ou extrait : À Saint-Brevin-les-Pins, l'incendie criminel du domicile du maire divers droite Yannick Morez, le 22 mars 2023 vers 5 heures du matin, a révélé l'intensité des tensions autour du déplacement d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile près d'une école primaire. Avant l'attaque, le maire et ses conseillers subissaient déjà harcèlement, intimidations et manifestations portées par l'extrême droite, du Rassemblement national à Reconquête, ainsi que par des groupuscules identitaires. Deux suspects ont été interpellés puis relâchés, et les auteurs n'ont toujours pas été retrouvés. Le 10 mai 2023, après avoir alerté à six reprises l'État depuis janvier sans obtenir la protection demandée, Yannick Morez annonce sa démission et quitte la ville, dénonçant un manque de soutien de l'État. Sa démission déclenche une forte réaction politique et médiatique, un message de solidarité d'Emmanuel Macron, un hommage à l'Assemblée nationale et une marche réunissant 2 000 citoyens, élus et syndicalistes. L'affaire sert ensuite de catalyseur à plusieurs réponses institutionnelles : création d'un « pack sécurité » pour les élus, réseau de 3 400 référents police-gendarmerie, mise en place du CALAE et loi du 21 mars 2024 aggravant les peines en cas d'agression ou de harcèlement d'un maire ou de ses proches. Selon le politologue Martial Foucault, cette séquence a surtout renforcé la réponse répressive sans traiter suffisamment la prévention ni le sentiment d'abandon des maires par l'exécutif. Sur le terrain, le CADA a finalement ouvert en décembre 2023, accueille environ 100 demandeurs d'asile et une dizaine d'enfants sont scolarisés dans l'école voisine. Le collectif local de soutien a grandi, mais le RN progresse aussi électoralement, atteignant 33 % au second tour des législatives de 2024 dans la commune....

Sujet - Nom commun : Incendies criminels -- France

Centres d'accueil pour demandeurs d'asile -- France

Harcèlement -- France

Extrême droite -- France